

PRÉAVIS D'ADJUDICATION DE CONTRAT (PAC)

Un préavis d'adjudication de contrat (PAC) permet aux ministères et aux organismes d'afficher un avis, pendant au moins quinze jours civils, pour faire savoir à la collectivité des fournisseurs qu'ils ont l'intention d'attribuer un marché pour un bien, un service ou des travaux de construction à un entrepreneur sélectionné d'avance. Si aucun autre fournisseur ne présente, pendant la période d'affichage de 15 jours civils, un énoncé de capacités répondant aux exigences énoncées dans le PAC, les exigences relatives aux offres concurrentielles de la Politique sur les marchés du gouvernement du Canada sont respectées. Une fois que les fournisseurs non retenus ont été informés par écrit que leur énoncé de capacités ne répondait pas aux exigences précisées dans le PAC, le marché peut être octroyé en tenant compte de la délégation du Conseil du Trésor en matière d'appels d'offres électroniques.

Advenant que d'autres fournisseurs potentiels soumettent des énoncés de capacités pendant la période de publication de 15 jours civils et satisfassent aux exigences établies au PAC, le ministère ou l'organisme doit tenir une procédure complète d'appel d'offres à l'aide du service électronique de soumission du gouvernement ou par des moyens conventionnels en vue de l'attribution du marché.

Agent de négociation des marchés :

Nom : Davis Opie

Numéro de téléphone : 613-324-9165

Courriel : davis.opie@ised-isde.gc.ca

TITRE DESCRIPTIF

Center for Strategic and International Studies – Allied Economic Forum

CONTEXTE

Le Center for Strategic and International Studies (CSIS.org) a invité l'Australie, le Canada, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée et le Royaume-Uni à participer à l'Allied Economic Forum (AEF). Il invitera également des représentants d'agences gouvernementales américaines et de l'industrie à participer à des réunions et événements individuels de l'AEF.

CSIS.org a lancé l'AEF en partant du principe que certaines politiques économiques, en particulier celles qui répondent à des efforts d'acquisition de technologies, nécessitent une coordination étroite entre des pays de même sensibilité pour être efficaces, et en pensant qu'il serait utile de tenir un dialogue « Track 1.5 » (entre les hauts fonctionnaires, l'industrie et le monde universitaire) parallèlement à nos engagements de gouvernement à gouvernement.

L'AEF s'est réuni pour la première fois au début de l'année 2018 pour discuter des réformes des mécanismes de sélection des investissements étrangers dans divers pays. Au fil du temps, le programme s'est élargi pour couvrir un certain nombre de domaines politiques distincts liés au mandat d'ISDE : l'examen des investissements étrangers, le contrôle du commerce et des exportations, la sécurité de la chaîne de valeur, la coercition économique et la collaboration

internationale en matière de recherche, autant de questions de plus en plus importantes pour ISDE et le gouvernement du Canada en général.

EXIGENCES/RÉSULTATS

- CSIS.org organisera trois réunions privées sur une période de 12 mois avec des décideurs politiques et des experts en la matière venant des pays participants. Les réunions comprendront des présentations sur des questions essentielles par des experts du secteur et des représentants du gouvernement. L'AEF se concentrera sur la sélection des investissements, le contrôle des exportations et d'autres politiques visant à contrôler les transferts de technologie, ainsi que sur les politiques visant à protéger d'autres fonctions critiques nationales et les mesures proactives destinées à soutenir la sécurité économique.
- En marge de chaque AEF, CSIS.org mettra à la disposition de la division de l'examen des investissements (DEI) d'ISDE ses experts sur des sujets liés aux questions économiques qui sont exclusivement axés sur les questions canado-américaines. La DEI convoquera d'autres participants d'ISDE et du gouvernement du Canada pour ces conversations, selon les besoins.
- CSIS.org produira au moins une note de breffage sur les questions relatives à ces domaines.
- CSIS.org entretiendra un dialogue intersession avec les gouvernements participants pour échanger des informations et des analyses.
- CSIS.org offrira une séance d'information orale aux représentants d'ISDE sur la sélection des investissements sortants ou sur des questions plus générales liées à la sécurité économique. Cette séance pourra avoir lieu en personne ou virtuellement.

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRENEUR

Nom de l'entrepreneur : Center for Strategic and International Studies (CSIS.org)

Adresse : 1616, ave. Rhode Island NO

Ville : Washington D.C.

Code ZIP : 20036

RAISON D'OCTROYER LE CONTRAT À CET ENTREPRENEUR

La DEI d'ISDE est chargée de se tenir au courant des évolutions des politiques, des réglementations et de la législation dans les juridictions alliées dans des domaines liés à l'examen des investissements étrangers, aux contrôles du commerce et des exportations, à la sécurité de la chaîne de valeur, à la coercition économique et à la collaboration internationale en matière de recherche. En raison de la liste de spécialistes de CSIS.org qui ont des contacts stratégiques et une expertise de haut niveau dans les activités susmentionnées et, plus généralement, dans les développements géopolitiques et économiques mondiaux, CSIS.org a un pouvoir de rassemblement unique pour réunir de hauts fonctionnaires du gouvernement des États-Unis (p. ex. la Maison-Blanche) et d'autres nations alliées, y compris des personnes qui ne font pas partie du Groupe des cinq. À ce titre, l'AEF est une tribune unique et établie de longue date dans laquelle le Canada et ses alliés peuvent discuter de ces questions au niveau des programmes.

EXIGENCES ESSENTIELLES MINIMALES

Tout fournisseur intéressé doit démontrer au moyen d'un énoncé des capacités qu'il satisfait aux exigences suivantes :

- A. Rôle important et de longue date en tant qu'organisme de recherche sur les politiques (p. ex. groupe de réflexion) qui se consacre à l'expertise en matière de politiques et met à profit de solides réseaux internes et internationaux pour effectuer des recherches, des analyses et des recommandations. L'organisation doit avoir prouvé sa capacité à organiser des conférences, à publier, à donner des cours et à faire des entrevues dans les médias afin d'accroître les connaissances, la sensibilisation et l'importance des questions de politique économique et de sécurité nationale auprès des parties prenantes concernées et du public intéressé.
- B. Connaissances organisationnelles importantes des politiques, des règlements et de la législation en vigueur en Australie, au Canada, dans l'Union européenne, en France, en Allemagne, en Italie, au Japon, en Nouvelle-Zélande, en République de Corée, au Royaume-Uni et aux États-Unis dans les domaines suivants : examen des investissements étrangers, contrôle du commerce et des exportations, sécurité de la chaîne de valeur, coercition économique et collaboration internationale en matière de recherche. Ces connaissances pourraient être démontrées en disposant d'une liste d'experts internes ayant des connaissances acquises en travaillant comme haut fonctionnaire, universitaire, praticien de groupe de réflexion, en menant des projets ou en conseillant les régulateurs (5-10+ ans d'expérience).
- C. Doit avoir la capacité avérée de faire appel à de hauts fonctionnaires (p. ex. au niveau des sous-ministres adjoints, des sous-ministres, des ministres/membres du Congrès et des fonctionnaires de la Maison-Blanche) dans toutes les juridictions alliées susmentionnées. Ce pouvoir de rassemblement pourrait être démontré en facilitant des réunions triennales entre lesdits fonctionnaires sur les thèmes suivants : examen des investissements étrangers, contrôles du commerce et des exportations, sécurité de la chaîne de valeur, coercition économique et collaboration internationale en matière de recherche (5+ ans d'expérience).
- D. Doit posséder un haut degré d'aisance en anglais ainsi qu'une capacité avérée à communiquer et à coordonner avec tous les alliés suivants : Australie, Canada, Union européenne, France, Allemagne, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, République de Corée, Royaume-Uni et États-Unis.

DURÉE ET COÛT ESTIMÉ DU CONTRAT

La période du contrat sera d'un an à compter du contrat avec une option irrévocable de prolongation pour deux (2) périodes supplémentaires d'un (1) an. Le montant total du contrat est estimé à 82 000 dollars canadiens.

ACCORDS DE COMMERCE APPLICABLES ET RAISONS APPLICABLES JUSTIFIANT LE RECOURS À UN APPEL D'OFFRES LIMITÉ

Cette soumission n'est assujettie à aucun accord commercial.

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

CSIS.org conserverait tous les droits et licences liés aux produits réalisés dans le cadre de cet accord. Les deux parties reconnaissent que CSIS.org conservera tous les droits de propriété intellectuelle, sauf accord mutuel contraire.

LA DATE ET L'HEURE DE CLÔTURE POUR LES RÉPONSES ÉCRITES DES FOURNISSEURS QUI SOUHAITENT RÉPONDRE À CETTE EXIGENCE EST 14 H, HEURE NORMALE DE L'EST, LE 17 FEVRIER 2023.

Vous êtes informés par la présente que le gouvernement a l'intention de solliciter une offre et de négocier avec l'entreprise identifiée ci-dessus.

Si vous souhaitez soumettre une réponse par écrit indiquant que vous êtes en mesure de remplir cette exigence, vous devez le faire au plus tard à la date et à l'heure de clôture indiquées. Les réponses reçues après la date de clôture ne seront pas prises en compte. La Couronne se réserve le droit de ne pas ouvrir le présent marché à la concurrence.

Les réponses reçues au plus tard à la date de clôture seront prises en considération dans le seul but de déterminer s'il y a lieu ou non de procéder à un appel d'offres concurrentiel. L'information fournie sera utilisée par la Couronne uniquement à des fins d'évaluation technique et ne doit pas être interprétée comme une demande concurrentielle. Votre réponse écrite doit fournir suffisamment d'éléments de preuve (p. ex. les spécifications, données techniques, dessins, ou toute autre preuve) qui démontrent que votre produit ou votre service est capable de répondre à cette exigence.

Les fournisseurs qui auront présenté une réponse seront avisés par écrit de la décision d'ISDE de poursuivre ses démarches d'invitation à soumissionner en exclusivité, ou au contraire de recourir à une invitation à soumissionner en régime de concurrence.

Si vous avez des questions concernant cette exigence, veuillez vous adresser à l'agent de négociation des marchés désigné ci-dessus. Le numéro de dossier de l'industrie, le nom de l'agent de négociation des marchés et la date de clôture du PAC doivent figurer à l'extérieur de l'enveloppe en lettres moulées ou, dans le cas d'une transmission par télécopieur, sur la page couverture.

La Couronne se réserve le droit de négocier tout achat avec les fournisseurs. Les documents peuvent être présentés dans l'une ou l'autre des langues officielles du Canada.